



ARCEP
Monsieur Philippe Distler
Directeur Général
7, square Max Hymans
75 730 Paris Cedex 15

Réf : SG/PhL-LD/11-174

Paris La Défense, le 11 juillet 2011.

LRAR : 1A 058 373 4058 9

Objet : Contribution de SFR à la consultation "analyse des marchés de la téléphonie fixe" à l'occasion de la notification du projet de décision à la Commission Européenne.

Monsieur le Directeur Général,

Je souhaite tout d'abord remercier l'Autorité de la nouvelle occasion donnée aux acteurs du marché de s'exprimer en organisant une consultation publique en parallèle de la notification à la Commission Européenne du projet de décision relatif au 3ème cycle d'analyse des marchés de la téléphonie fixe.

Je profite de cette occasion pour rappeler les trois éléments majeurs sur lesquels j'attirai dans mon courrier du 23 mars dernier l'attention de l'Autorité :

- Premièrement, SFR se félicite des évolutions de l'offre de gros VCAST. Ces évolutions, dont le principe a été récemment admis par France Telecom concernant d'une part la gestion électronique des rendez-vous ("e-RV") pour les lignes numériques et analogiques, et d'autre part le début de séparation des processus relatifs à l'accès de ceux relatifs aux services (séparation au titre de laquelle France Télécom a admis le principe d'une offre "tête de câble", d'une offre d'accès aux adresses non normalisées et d'une offre d'information préalable sur ces accès). SFR note également que l'Autorité se dote pour ce 3ème cycle des moyens de suivre en détail les investissements réels de France Télécom dans l'offre VCAST.
L'analyse de l'Autorité mentionne également la nécessité de se doter d'indicateurs supplémentaires et de disposer "d'un système de pénalités suffisamment incitatifs", sans toutefois préciser plus avant la nature de ces indicateurs et niveaux de pénalités, ce que SFR regrette.

Ces évolutions de principe et nouveaux moyens doivent donc être rapidement mis en œuvre opérationnellement pour améliorer l'égalité des effets compétitifs. Un suivi opérationnel détaillé par l'Autorité dans les prochains mois de ces mesures sera essentiel pour assurer le respect de plannings raisonnables, obtenir des descriptions fonctionnelles précises et les garanties



associées, définir les indicateurs adéquats et mesurer in fine l'impact réel sur le marché. SFR suggère qu'au-delà des réunions multilatérales, des groupes de travail mensuels dédiés soient constitués.

Reste l'économie globale de l'offre VGAST pour laquelle SFR souhaite que l'Autorité prenne en compte les différentes remarques qu'elle a formulées dans sa contribution du 23 mars 2011 et sa présentation de mai. Le traitement du profond déficit de concurrence constaté en particulier sur les marchés non-résidentiels ne pourra pas faire l'économie d'une analyse revue de la tarification de l'offre VGAST.

- Deuxièmement, SFR prend note des plafonds de terminaison d'appels et du calendrier d'application prévus par l'Autorité. SFR déplore que dans la période transitoire (2011-2013) de convergence vers les coûts incrémentaux, l'Autorité n'ait pas souhaité retenir une asymétrie des tarifs pour compenser au moins partiellement l'asymétrie structurelle des flux. SFR rappelle que le principe d'une telle compensation avait été validé par le passé par le Conseil d'Etat (arrêt n°324642), et apparaît d'autant plus légitime que les déséquilibres de flux résultent de choix unilatéraux de France Télécom et de sa position d'opérateur historique.
- Enfin, SFR réitère ses observations sur le report vers les autres produits de gros régulés des coûts communs et joints qui ne pourront plus être couverts par des niveaux de terminaison d'appels. D'une manière générale, FT a reçu à travers un WACC intégrant une prime de risque la rémunération du risque afférent à l'investissement dans la technologie TDM. Aussi, FT ne peut-il prétendre maintenant reporter les coûts de fin de vie du réseau historique sur les alternatifs en se rémunérant une seconde fois.
Le report des coûts communs, s'il doit être envisagé, doit être limité au seul recouvrement des coûts réellement exposés par l'opérateur historique, pour ne pas engendrer de déséquilibre concurrentiel disproportionné.

SFR demande en conséquence un traitement en coûts historiques de ce report, à l'instar du dispositif mis en œuvre pour l'évaluation du coût net des obligations de péréquation géographique de France Télécom. Le respect de ces principes d'allocation des coûts de France Télécom est en effet indispensable pour garantir un minimum de cohérence d'ensemble des règles de pertinence des coûts de France Télécom telles que définies par l'ARCEP.

Vous trouverez ci après en annexe de ce courrier les autres points de la contribution de SFR à la consultation.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma haute considération.

Vincent Maillard

Directeur de l'Interconnexion et des Etudes Economiques



Annexe : autres points de la contribution de SFR

Evolution vers les réseaux NGN

La migration vers les NGN va se traduire par une longue période transitoire où TDM et IP coexisteront. Cette migration est un processus asymétrique : les choix d'architecture et la gestion du planning sont au seul avantage de France Telecom.
A cet égard, la migration en cours de la collecte ATM vers Ethernet illustre bien cet état de fait.

Ainsi, l'Arcep doit veiller à ce que les investissements consentis par les opérateurs pour optimiser leur réseau en fonction des points d'interconnexion TDM et boucle locale IP FT pertinents définis par France Télécom ne soient pas réduits à néant et n'entraîne une disparition brutale du marché intermédiaire de transit.

SFR demande la mise en place d'un mécanisme de compensations financières pour équilibrer :

- Les surcoûts liés à la fermeture ou au réaménagement des CAA
- tout choix d'architecture de France Télécom conduisant à de nouveaux investissements d'interconnexion des alternatifs

Séparation fonctionnelle

D'une manière générale, de nombreuses différences de traitement perdurent au détriment des opérateurs alternatifs :

- non seulement dans le périmètre des services eux-mêmes (procédures et délais de commande, de SAV),
- mais également dans la capacité à accéder à l'information préalable, maîtriser les déploiements des accès et leur planning, à proposer des migrations d'un service de gros vers un autre, à construire des offres personnalisées.

Ces différences de traitement infirment considérablement la compétitivité des offres alternatives.

A défaut à ce jour d'une véritable séparation fonctionnelle, l'Arcep doit pouvoir garantir des effets équivalents en matière de compétitivité :

- Cloisonnement de l'information et transparence des processus entre les branches de gros et de détail de France Telecom,
- Création d'un groupe de travail sous l'égide de l'Arcep pour l'instruction des cas de discrimination
- Audit de l'équité des processus entre les branches de détail de France Telecom et les opérateurs alternatifs
- Analyse comparative des outils « FT Réseau » et des outils « FT Divop » à destination des opérateurs alternatifs afin de garantir l'équité des informations disponibles entre les branches de détail de France Telecom et les opérateurs alternatifs (outils France Telecom pour les accès RTC).
- Suivi des évolutions des offres de gros de France Telecom pour garantir une répliquabilité de l'ensemble des offres de détail notamment sur le marché Entreprise.

SFR réitère sa demande de création d'une Convention Entreprise permettant de prendre en compte les besoins spécifiques du marché Entreprise via :

- La mise en place de prestations dédiées assorties de processus opérationnels différenciés
- SLA (« Service Level Agreement ») dédié pour chacune des phases du processus de production et d'exploitation/maintenance.



Enfin SFR souhaite aussi rappeler à l'Autorité la nécessité d'assurer une vigilance particulière sur les offres dites de convergence, dont l'enjeu est bien identifié dans le projet de décision.

A court terme, SFR demande à l'Autorité d'adresser au plus vite :

- les problèmes de répliquabilité des offres couplées de FT, et
- les barrières à la concurrence créées par certaines conditions de commercialisation de ces offres.

Fixation des plafonds de Départ d'Appel (DA)

L'ARCEP introduit dans son analyse de marché une différenciation entre départ d'appel pour la sélection du transporteur et l'accès à Internet Bas débit et départ d'appel pour les appels à destination de numéros de service à valeur ajoutée. Cette distinction est fictive dans la mesure où il s'agit d'un même départ d'appel à partir de la boucle locale de FT.

FT est encore largement dominant sur le marché global du départ d'appel (89% en volumes selon l'analyse de l'ARCEP, p. 26). A titre d'exemple, 80% des appels à destination des numéros SVA gérés par SFR sont au départ de la boucle locale de FT

Ainsi, l'ARCEP doit imposer à France Telecom une orientation vers les coûts incrémentaux d'un opérateur efficace sur l'ensemble de la prestation de départ d'appel.